

Le passe Navigo pourrait encore augmenter en janvier 2027 !

Le passe Navigo pourrait encore augmenter en janvier 2027 : 93,40 euros par mois, contre 90,80 euros aujourd'hui. L'abonnement annuel franchirait la barre des 1 000 euros.

La Confédération nationale du logement dénonce cette nouvelle ponction sur le budget des Franciliens et demande l'abandon de cette hausse. Ces euros supplémentaires s'ajoutent au loyer, aux charges et aux courses. Pour les familles qui comptent chaque dépense, aucune augmentation n'est anodine.

Aller travailler, étudier ou se soigner exige de pouvoir se déplacer : les usagers ne peuvent pas simplement renoncer à leur abonnement pour boucler leur budget. Cette politique frappe particulièrement les habitants que le coût du logement éloigne des centres-villes et de leur emploi. Aux longs trajets s'ajoute ainsi une facture toujours plus lourde. Se loger là où les loyers sont moins chers ne devrait pas se payer par des dépenses de transport croissantes, surtout dans une période où les prix des carburants explosent.

Le droit au logement et le droit à la mobilité sont, ici, indissociables. Un autre choix politique s'avère pourtant possible. Depuis décembre 2023, les habitants de la métropole de Montpellier bénéficient, par exemple, de la gratuité des bus et des tramways, sous réserve de détenir un pass gratuité.

La CNL défend cette ambition partout en France. Supprimer le coût de l'abonnement redonne du pouvoir d'achat et lève un obstacle à l'usage des transports collectifs. Avec des lignes suffisamment nombreuses, fiables et bien desservies, la gratuité peut encourager à laisser la voiture au garage. C'est une façon concrète de faire avancer ensemble justice sociale et justice écologique.

La modernisation des réseaux existants s'avère, bien évidemment, indispensable. Elle doit, en revanche, s'accompagner par un financement public durable, assuré par un engagement accru de l'État et une contribution renforcée des grandes entreprises qui en bénéficient. On ne peut pas appeler les étudiants et salariés à changer leurs habitudes pour le climat, tout en leur faisant payer plus cher. Il y a urgence à rendre les transports en commun réellement accessibles, en avançant

vers leur gratuité. Pour le climat et le pouvoir d'achat.

Montreuil le 7 octobre.